



EQUI
POP.
ORG

2016
2017

Rapport d'activité

Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable. Notre mission se décline en trois volets complémentaires : impulser, mobiliser et accompagner.

Équilibres & Populations
www.equipop.org
info@equipop.org

Siège
22 rue du Sergent Bauchat
75012 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau Afrique de l'Ouest
09 BP 1660 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : + 226 25 36 73 73

Édito

L'année 2016 s'est ouverte en janvier avec l'attaque terroriste de Ouagadougou et s'est clôturée avec l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis. Le double mouvement de montée des fondamentalismes religieux et des droites réactionnaires n'augure rien de bon pour les droits des femmes dans le monde.

Et effectivement, de sérieux coups leur ont été portés ces derniers mois. C'est ainsi que, trois jours après son investiture, le président des Etats-Unis a rétabli et renforcé le « Global Gag Rule ». Cette mesure, appliquée par les présidents républicains depuis 1984, conditionnait l'aide extérieure américaine finançant les organisations de planification familiale (PF) à l'abandon de leurs programmes d'information, de sensibilisation ou d'accès à l'avortement. Le décret de Donald Trump élargit cette politique à toutes les organisations de santé et non plus seulement à celles de PF. Concrètement, cela veut dire par exemple qu'une organisation qui reçoit des fonds américains pour des programmes de lutte contre le VIH et qui, par ailleurs, avec d'autres financements, gère des cliniques proposant un accès à l'avortement, fait face à un choix impossible : refuser de cautionner ce positionnement idéologique anti-choix avec pour conséquence la perte brutale de l'accès aux traitements pour les personnes séropositives, ou bien priver les femmes d'un accès à un service de santé fondamental pour pouvoir continuer à traiter les personnes séropositives. Les conséquences, on le sait, seront désastreuses dans le champ des droits et de la santé.

Face à ces attaques contre les droits des femmes, le temps n'est pas à la résignation. Au contraire les mobilisations s'organisent et les alliances se renforcent. La grande marche des femmes de janvier a rassemblé plus de 4,5 millions de participant-e-s dans le monde et fait partie des plus grandes marches de l'histoire.

Le gouvernement néerlandais a lancé l'initiative « She decides », fonds international destiné à combler le déficit financier de 600 millions de dollars annuels causé par la mesure américaine. Il y a aussi tous ces projets locaux et ces résistances individuelles qui façonnent les sociétés au quotidien.

Plus que jamais, Equipop s'inscrit avec détermination dans ce mouvement. Au delà du NON à toutes les régressions, il s'agit d'œuvrer à un OUI aux actions collaboratives et à la créativité sociale, ferment d'un développement juste et durable. En France, en Europe et à l'international forte de son nouveau statut ECOSOC, notre organisation continuera son travail de plaidoyer pour que les politiques et les budgets soient au rendez-vous de l'urgence d'agir pour les droits et la santé des femmes. Nous le ferons, comme toujours, en partenariat avec de nombreuses autres associations, mais aussi avec des chercheur-e-s, des journalistes, des parlementaires, des fonctionnaires... Sur le terrain, en Afrique de l'Ouest, c'est au plus près des acteurs et actrices du changement que notre organisation poursuivra son action, en donnant à entendre leurs voix à travers des campagnes comme « Génération PF », ou en renforçant leurs capacités à mener des projets qui font la différence. Au Bénin, au Burkina-Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal, nous accompagnerons ainsi les organisations de femmes, de jeunes, mais aussi les spécialistes des droits et de la santé sexuels et reproductifs. Une chose est sûre : les progrès accomplis seront collectifs et c'est ensemble, riches de nos différences et de nos complémentarités, que nous construirons des réponses efficaces et durables.

Auréli Gal-Régniez, *directrice exécutive*
Alain Marié, *président*

Alain Marié, président d'Équilibres & Populations



Cela fait maintenant 3 ans que vous êtes président d'Équilibres & Populations. Quels sont les changements majeurs que vous avez constatés et accompagnés dans l'organisation ?

Tout d'abord, ma première satisfaction, c'est de voir que l'intervention d'Equipop sur le terrain en Afrique de l'Ouest connaît une phase d'expansion significative, en dépit des transitions telles que le décès de Marie-Claude Tesson-Millet ou le changement organisationnel de la structure. De même, la reconnaissance de notre association par les instances internationales et nationales a connu des avancées majeures.

Si le travail est loin d'être achevé, le changement est amorcé. Au niveau des instances dirigeantes et du bureau, de nouvelles personnes ont rejoint Equipop. Cela permet une plus grande capacité de travail entre bénévoles et salarié-e-s, avec, notamment, la création de groupes de travaux grand-e-s donateurs-rices ou le comité de prospectives. Des pistes sérieuses sont envisagées sur les financements propres, et les actions menées portent leurs fruits. Equipop a aujourd'hui besoin de plus de visibilité en France. En effet, en privilégiant les actions de terrain, nous avons été moins visibles sur la scène française, ce à quoi il faut travailler aujourd'hui.

Quels sont les défis auxquels l'association doit faire face au niveau international ?

Le plus grand défi, c'est celui de la défense des droits des femmes. Aujourd'hui, il faut se battre pour acquérir de nouveaux droits pour les femmes, ici et ailleurs, partout dans le monde. Mais il faut désormais également se battre pour qu'il n'y ait pas de recul.

Ce que nous pensons acquis ne l'est pas, et il faut lutter sans arrêt. Equipop fait également face à un challenge géographique. Nous avons porté nos efforts jusqu'à aujourd'hui sur l'Afrique de l'Ouest francophone, où se concentrent les plus grands besoins. Sans remettre en question ce choix, l'association doit se pencher sur sa capacité à élargir son action à d'autres pays, d'autres continents. Enfin, un troisième défi tient dans l'évolution d'Equipop. Nous développons des partenariats, grandissons, mais cela doit s'accompagner de financements, et notamment de financements propres. Equipop doit aussi œuvrer à dépasser son plafond de verre et mener des actions afin d'être plus connue du grand public.

Quels sont selon vous les atouts d'Equipop pour relever ces défis ?

Équilibres & Populations a un premier acquis indéniable : son savoir-faire. L'équipe salariée est qualitativement excellente, reconnue dans le monde des ONG mais aussi des instances officielles françaises et ouest africaines. Notre deuxième acquis, c'est notre façon d'aborder les droits des femmes, par le prisme des droits sexuels et reproductifs, notamment le droit à disposer de son corps, sans oublier que les droits des femmes ne se divisent pas, et qu'ils commencent par l'accès à l'éducation. Enfin, Equipop peut s'appuyer sur des bénévoles très motivé-e-s, dont on espère que le nombre croîtra !

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs et actrices sur le terrain, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.

page 8

02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.

page 18

03

Accompagner

Équilibres & Populations accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.

page 28

04

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

page 38

2016-2017 en bref

Equipop, le Partenariat de Ouagadougou et l'OOAS mobilisent les décideur-e-s ouest-africains en faveur de l'accès à tous et toutes à la PF.

Excision : **Equipop** débute la formation en France des médiateurs et médiatrices de changement en faveur de l'abandon des MSF.

page 14

La France se dote enfin d'une stratégie pour les DSSR, suite à plusieurs années de plaidoyer d'**Equipop**.

page 24



Accompagnement de la société civile : **Equipop** développe son offre.
page 30

Coopération décentralisée : **Equipop** s'engage auprès de la Mairie de Paris pour accompagner les maires d'Afrique de l'Ouest dans le renforcement des services en faveur de la SR/PF.

Equipop lance la campagne
« Génération PF : Ensemble
choissons l'avenir »

page 20

Après le Bénin, le Niger et le
Togo, l'UNFPA Mali fait appel à
Equipop pour la santé des ados.

page 34



Solthis et **Equipop** lancent
un partenariat pour la
santé des jeunes et ado
au Mali et au Niger.

page 10

Equipop élargit ses
activités à la Côte d'Ivoire :
6 nouveaux partenaires
pour les droits et la
santé des femmes.

Plaidoyer international
- **Equipop** obtient le
statut ECOSOC.

01

Impulser

En partenariat avec des acteurs et actrices sur le terrain, Équilibres & Populations impulse des dynamiques de changement social au plus près des populations.







Solthis et Équilibres & Populations, un partenariat profitable pour la santé des jeunes et des adolescent·e·s au Niger et au Mali

Le projet « Jeunes et adolescent·e·s en santé » (JADES) vise à réduire les nouvelles infections au VIH et les grossesses précoces ainsi que la morbi-mortalité des adolescent·e·s au Niger et au Mali. Ce projet, d'une durée de trois ans, a démarré début 2016. Equipop s'est associée à Solthis pour sa mise en œuvre.

Au Mali et au Niger, les adolescent-e-s (10-19 ans) représentent un cinquième de la population. Si le taux de prévalence du VIH est relativement peu élevé dans ces pays, les jeunes, et particulièrement les jeunes filles, restent des populations-clés : selon l'ONUSIDA, les filles représentent 75 % des nouvelles infections au VIH/SIDA parmi les 15-24 ans. Certains facteurs, tels que le manque d'information complète et adaptée, le caractère sensible de la sexualité (à la fois taboue et contrainte) ou encore les inégalités de genre, limitent l'accès des adolescent-e-s aux services de prévention et de soins et l'adoption de comportements à moindres risques. En conséquence, les jeunes sont exposé-e-s au VIH mais aussi aux IST et aux grossesses non désirées et précoces.

LA MULTIDISCIPLINARITÉ AU SERVICE DE LA SANTÉ DES JEUNES

Coordonné par Solthis, le projet implique, avec Equipop, un consortium composé d'OSC africaines. Au Niger, c'est l'ONG Lafia Matassa qui a été identifiée comme partenaire et qui intervient à Niamey et à Maradi. Au Mali, le choix s'est porté sur l'ASDAP pour des actions prévues à Bamako et sur l'ONG Walé à Ségou. Les expertises croisées de Solthis en santé publique et VIH/SIDA, d'Equipop en communication pour le changement social et leadership des jeunes, et des ONG africaines partenaires en mobilisation communautaire et connaissances des zones d'intervention permettent de travailler sur l'offre et la demande en même temps. Cela permet de lever les obstacles à l'accès des jeunes aux droits et à la santé sexuelle et de la reproduction (DSSR) en créant un environnement favorable.

Un des objectifs de ce partenariat est également de renforcer les liens évidents entre lutte contre le VIH/SIDA et promotion de la santé sexuelle et reproductive, en particulier la prévention des grossesses non désirées.

LA PARTICIPATION DES JEUNES ET DE L'ENSEMBLE DES PARTIES PRENANTES COMME STRATÉGIE CENTRALE

Dans chaque pays, outre les partenaires directs, les ministères concernés (Santé mais aussi Enseignement et Population) ont participé aux phases de diagnostic et de programmation. Un point focal JADES a été mis en place au sein de la direction santé de la reproduction pour favoriser les synergies et l'appropriation. Par la suite, dans les différentes zones d'intervention, le personnel socio-sanitaire des centres de santé et centres jeunes, les équipes enseignantes et administratives ainsi que les associations de parents d'élèves des établissements scolaires, les leaders et détenteurs d'enjeux sont mobilisé-e-s, formé-e-s, accompagné-e-s. Enfin, les jeunes et adolescent-e-s, bénéficiaires finaux du programme, sont également impliqué-e-s à part entière. Au total, une centaine de jeunes a été identifiée comme relai auprès de leurs pair-e-s mais aussi pour renforcer leurs capacités de leader et impulser des actions de mobilisation sociale pour la promotion de leur santé et de leurs droits.

UN OBJECTIF CLAIR ET AMBITIEUX : CRÉER LES CONDITIONS D'UN DIALOGUE DÉCOMPLEXÉ POUR DES CHANGEMENTS ACCEPTÉS

Suite à une phase de diagnostic et de programmation impliquant toutes les parties prenantes, les activités auprès de chaque catégorie d'acteurs ont démarré au cours de l'année 2016. Des cycles de formations ont permis au personnel socio-sanitaire de renforcer leurs connaissances de l'approche jeune et de réfléchir à leur façon de les accueillir pour y apporter des améliorations, aux enseignant-e-s de mettre à niveau leurs connaissances en DSSR et de questionner également leurs enseignements de la SR. Quant aux jeunes, elles et ils ont bénéficié d'une première formation, qui leur permet d'intervenir auprès de leur pair-e-s dans les établissements scolaires mais aussi dans les grins ou fadas¹.

Les jeunes transmettent ainsi des informations vérifiées en matière de prévention et favorisent la fréquentation des services adaptés existants. Dans les prochains mois, jeunes, personnel de santé, adultes des écoles, et leaders travailleront ensemble pour créer les conditions d'un dialogue plus ouvert et décomplexé sur les questions de santé sexuelle dans leur quartier et communauté.

1. Dans les deux pays, les jeunes ont l'habitude de se réunir par groupes d'âge au sein de leur quartier ou village pour discuter et garder des liens. Ces groupes portent le nom de fada au Niger et de grins au Mali. Ces organisations informelles à la base représentent des opportunités pour communiquer et informer.

Equipop et Solthis : l'histoire d'un partenariat annoncé

Solthis et Équilibres & Populations ont décidé de travailler concrètement ensemble dans le cadre d'actions en faveur des DSSR en Afrique de l'Ouest, après s'être côtoyées au sein d'instances de concertation et de plaidoyer de la société civile française pendant plusieurs années. L'appel à projet « Initiative 5 % » de 2015 pour l'adaptation des programmes de santé aux attentes, besoins et contraintes spécifiques des adolescent-e-s et jeunes filles a offert un cadre idéal pour concrétiser ce partenariat.

• Que fait Equipop ?

Conseil stratégique, élaboration et conduite de formations sur l'intégration du genre, le changement social et le leadership des jeunes et des filles pour la promotion de leurs droits et de leur accès à des services de santé sexuelle et reproductive.

• Pour qui ?

100 jeunes, 6 établissements scolaires, 6 centres de santé, 8 centres jeunes, mais aussi pour les équipes de Solthis, les associations maliennes et nigériennes impliquées dans le projet.

• Pourquoi ?

Parce qu'il est crucial de mettre en pratique l'intégration VIH/Sida - SSR et de renforcer les capacités des acteurs et actrices à lever les barrières socio-culturelles qui limitent l'accès des jeunes, et particulièrement celles des filles, aux DSSR.

Stanislas Dakono, pour l'implication des jeunes dans les projets de développement

Stanislas Dakono est chargé de la réalisation des activités du projet JADES au sein de l'Association de Soutien au Développement des Activités de Population (ASDAP), association malienne partenaire de Solthis et d'Equipop dans le cadre du projet JADES.



Pouvez-vous nous parler de vous et de votre engagement au sein de l'ASDAP ?

J'ai été recruté comme pair éducateur de l'ASDAP quand j'étais étudiant à l'Université, pour sensibiliser à la sexualité. Ensuite j'ai été engagé comme animateur, pour des séances de sensibilisation dans les écoles et dans les grins. On discutait avec les jeunes et on leur donnait des informations sur la sexualité (utilisation des préservatifs, VIH, grossesses non désirées, IST) etc. J'animais aussi des ateliers sur ces questions en maison d'arrêt pour femmes et pour mineur-e-s. En plus de ma formation de psychologue, j'ai été formé en conseil-dépistage au VIH/sida par ASDAP pour appuyer le médecin du centre de conseils et de soins des adolescent-e-s et jeunes, où l'on reçoit des jeunes filles et garçons pour tous types de conseils (viol, grossesses non désirées, VIH, IST) et qui ont besoin d'être écouté-e-s et pas sermonné-e-s.

Quel est le rôle joué par ASDAP dans le projet JADES ?

L'ASDAP joue le rôle de l'ONG exécutante. Nous menons des activités avec des partenaires locaux : centres d'écoute communautaires, associations de jeunes et d'aides ménagères. Nous organisons des activités de dépistages du VIH, des groupes de paroles, des activités de sensibilisation de masse, mais aussi des émissions radios. Nous travaillons également avec des pair-e-s éducateurs-rices, qui sont formé-e-s par le projet JADES pour faire passer des messages de sensibilisation au niveau des communautés. Nos cibles sont les jeunes non scolarisé-e-s et déscolarisé-e-s à Bamako.

Pourquoi impliquer les jeunes dans un projet comme le projet JADES ?

Sans l'implication des jeunes dans les activités les concernant, il est difficile d'avoir des résultats. On ne peut pas interroger les comportements des jeunes, ou prendre des décisions pour eux sans les impliquer. Dans le projet JADES, ce sont eux qui décident : du type d'activités à la manière de les réaliser.

En quoi le projet JADES est-il un projet innovant ?

Tout d'abord, par la place accordée aux jeunes, à tous les niveaux, de la planification à l'exécution des activités. Ensuite, la question du genre est centrale dans ce projet. Nous faisons très attention à ces questions liées au genre d'une part et à la parité filles-garçons dans toutes les activités de l'autre, et cela n'est pas encore d'actualité dans tous les projets.

Quels sont selon vous les points à garder en tête pour la suite du projet ?

L'implication des jeunes à tous les niveaux dans les activités est l'un des points forts de JADES. Cependant pour répondre aux objectifs de dépistage du projet, nous devrions nous tourner vers des populations plus « à risque ». Par exemple, on a déjà fait deux séances de tests de dépistage du VIH, mais pour le moment il n'y a pas de cas positif. En revanche, nous devons continuer la sensibilisation aux grossesses non désirées car de nombreux cas sont identifiés. De manière générale, c'est de ce genre de projet dont les jeunes ont besoin : elles et ils sont impliqué-e-s et participent aux activités.



Promouvoir l'abandon des Mutilations Sexuelles Féminines en Afrique et en Europe

L'année dernière, Equipop a intensifié et diversifié son approche en matière de lutte contre les mutilations sexuelles féminines. Développées à la fois au Mali et en Europe, les activités menées par Equipop se sont également attachées à créer des ponts entre les deux continents afin de renforcer les dynamiques d'abandon de la pratique de l'excision.

La lutte contre les mutilations sexuelles féminines (MSF) s'inscrit au cœur de l'action d'Equipop, en ce qu'elle contribue à améliorer la santé des filles et des femmes et à promouvoir leurs droits. Engagée contre les MSF depuis de nombreuses années, Equipop a récemment élargi la portée de ses projets en la matière. Afin d'appréhender la thématique dans toute sa complexité, en 2016-2017, Equipop a en effet développé des ponts entre les activités menées en Afrique de l'Ouest, d'un côté, et en France et en Europe de l'autre.

AU MALI, LA DYNAMIQUE D'ABANDON DES MSF S'ACCÉLÈRE

Le projet structurant d'Equipop sur les MSF, conduit ces dernières années dans la région de Kayes, a fait l'objet d'une évaluation en 2016. Cette dernière a permis de démontrer la pertinence de la stratégie mise en œuvre et la nécessité de continuer à intervenir de façon intégrée au Mali, mais aussi dans d'autres pays de la sous-région. On constate en effet une consolidation de la dynamique de changement et, au-delà des villages d'intervention, c'est l'ensemble du district sanitaire de Kayes qui, progressivement, abandonne la pratique des MSF. Plus précisément, en 2016, 41 nouveaux villages ont déclaré l'abandon des MSF et des mariages précoces. Cela signifie qu'au total, sur l'ensemble des 152 villages concernés par le projet, 141 se sont prononcés pour l'abandon des MSF.

Parmi les activités mises en œuvre en 2016, il faut souligner celles qui étaient destinées à créer des synergies. En premier lieu se sont tenues 18 rencontres inter-villageoises, qui ont permis aux communautés engagées contre les MSF d'aller à la rencontre des communautés réticentes ou qui ne faisaient pas partie du projet. Cela a eu pour effet, pour les premières de mieux s'approprier la dynamique de changement et pour les secondes, d'accélérer le processus vers l'abandon des MSF. Par ailleurs, une collaboration menée avec huit radios communautaires maliennes a contribué à diffuser des informations sur les MSF et plus largement sur les droits et la santé sexuels et reproductifs dans la zone couverte par le projet et au-delà.

Enfin, 27 femmes ayant été prises en charge médicalement sont ensuite devenues porte-paroles du projet, mettant notamment en évidence les liens entre les MSF et les problèmes de santé et les privations de droits à travers leurs cas personnels : le traitement leur a permis de sortir de l'isolement et, pour certaines, de retrouver un emploi.

L'ENGAGEMENT DES MÉDIATEURS ET MÉDIATRICES DE CHANGEMENT EN FRANCE ET EN EUROPE

L'année dernière, Equipop a également participé à un projet coordonné par l'association Terre des Femmes, qui se déroule en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, et au Portugal. Ce projet a pour objectif de promouvoir l'abandon des MSF par le renforcement des capacités des membres des diasporas issu-e-s de communautés pratiquantes. Ainsi, en France, Equipop a formé 6 médiateurs et médiatrices de changement, 4 femmes et 2 hommes d'origines malienne, mauritanienne, guinéenne et sénégalaise, à travers 7 sessions au cours de l'année 2016.

Depuis janvier 2017, ces 6 personnes mettent en œuvre des actions de sensibilisation dans leurs communautés (ciné-débat, causeries, tontines). Certain-e-s sont devenu-e-s ambassadeurs et ambassadrices du réseau « End FGM » auquel participe Equipop au niveau européen, et ont bénéficié pour cela de formations au plaidoyer et à la prise de parole dans les médias. Enfin, Equipop les a associé-e-s à la cérémonie d'abandon des MSF dans le district sanitaire de Kayes, car le soutien des migrant-e-s a un fort impact sur la dynamique de changement dans les villages d'origine.

CRÉER DES PONTS ENTRE L'EUROPE ET L'AFRIQUE

Avec AIDOS et le GAMS Belgique, Equipop est partenaire d'un projet conjointement financé par UNFPA et UNICEF et conçu pour créer des ponts entre l'Europe et l'Afrique sur le sujet des MSF. Dans ce cadre, Equipop apporte l'expérience tirée de ses autres projets, et réalise un web documentaire présentant la dynamique d'abandon des MSF au Mali. En 2017, Equipop sera en charge de la diffusion sur les radios communautaires françaises d'émissions sur les MSF.

Plus généralement, dans le futur, Equipop a la volonté de continuer à diffuser la dynamique d'abandon au Mali, et désormais dans d'autres pays africains. Ses activités liées aux MSF seront davantage orientées vers les jeunes. Enfin, Equipop intensifiera ses activités en France et en Europe, en particulier à travers sa participation au réseau français « Excision, parlons-en ! » et au réseau européen « End FGM ».

• Que fait Equipop ?

Définition de la stratégie d'intervention, coordination et suivi du projet avec les équipes locales, appui technique en gestion opérationnelle et budgétaire, recherches de financements (mobilisation de plus de 600 000 euros depuis 2014), promotion et communication autour du projet, facilitation des liens avec les institutions.

• Pour qui ?

Communauté de 152 villages de la région de Kayes au Mali.

• Pourquoi ?

Parce que protéger les filles et les femmes de l'excision et du mariage précoce, c'est faire respecter leurs droits les plus fondamentaux mais aussi améliorer durablement leur santé et celle de leurs enfants à venir.

Protéger la Prochaine Génération en quelques chiffres

250 VILLAGES
dans le district de Kayes

152 VILLAGES
d'intervention

148 VILLAGES
ONT ABANDONNÉ LES MSF
DEPUIS LE DÉBUT DU PROJET
SOIT 93%
DES VILLAGES D'INTERVENTION

Soumaila Sissoko, agent de changement du projet Change Plus

Soumaila SISSOKO, juriste de formation, est aujourd'hui conseiller en insertion professionnelle. Il lutte depuis 17 années pour l'abandon de l'excision, dont 2 ans et 5 mois auprès d'Equipop.



Vous êtes porte-parole de l'abandon de l'excision depuis plusieurs années auprès d'Equipop. Pouvez-vous nous dire quelles sont les motivations qui vous ont poussé à devenir médiateur de changement du projet Change Plus ?

La première raison, c'est le fait que Kadiatou Diabira m'en parle. Elle savait que je militais déjà personnellement pour l'abandon de l'excision, et, venant d'elle, je me suis dit que ça pouvait être intéressant. Deuxièmement, j'ai décidé de m'engager parce que, pour moi, les mutilations sexuelles féminines, c'est une question de vie ou de mort. Je ne pouvais pas rester les bras croisés, à regarder les filles et les femmes souffrir. Au cours de l'accouchement, les femmes peuvent perdre la vie, au nom de pratiques basées sur des croyances. Avec mes études de juriste, j'étais déjà contre l'excision et j'en discutais avec ma famille et mes ami-e-s, afin de les convaincre que c'est mauvais pour la santé des filles. Intégrer le projet *Change +* m'a permis d'avoir les outils nécessaires pour sensibiliser mes proches et mes connaissances qui ont toujours cette mentalité en Europe.

Pouvez-vous nous expliquer comment vous intervenez auprès des communautés vivant en Ile de France ?

Je fais partie d'une association communautaire d'entraide : nous venons du même village, et nous nous retrouvons une fois par mois à la pépinière Mathis pour nous rencontrer, discuter et échanger. Je compte profiter d'une de ces réunions pour aborder le sujet de l'excision. Je vais aussi intervenir dans la tontine de ma femme. Dans les deux cas, je vais essayer de faire intervenir d'autres agent-e-s de chan-

gement, afin de mener l'action ensemble. Nous essayons de ne pas nous adresser qu'à notre communauté, mais aussi de nous ouvrir à d'autres qui pratiquent également l'excision.

Quels sont les messages que vous diffusez lors de vos activités de sensibilisation ?

En général, on commence par essayer de comprendre qui on a en face de nous, si ces personnes connaissent ce qu'est l'excision et ses conséquences. Nous utilisons une vidéo d'Equipop, qui montre des exemples de femmes ayant subi l'excision en Afrique, et les conséquences auxquelles elles font face. Ensuite, on anime une discussion participative : il faut créer des échanges, faire comprendre et montrer les conséquences. Nous essayons toujours d'adapter nos messages au public, pour ne pas choquer, et avancer pas à pas.

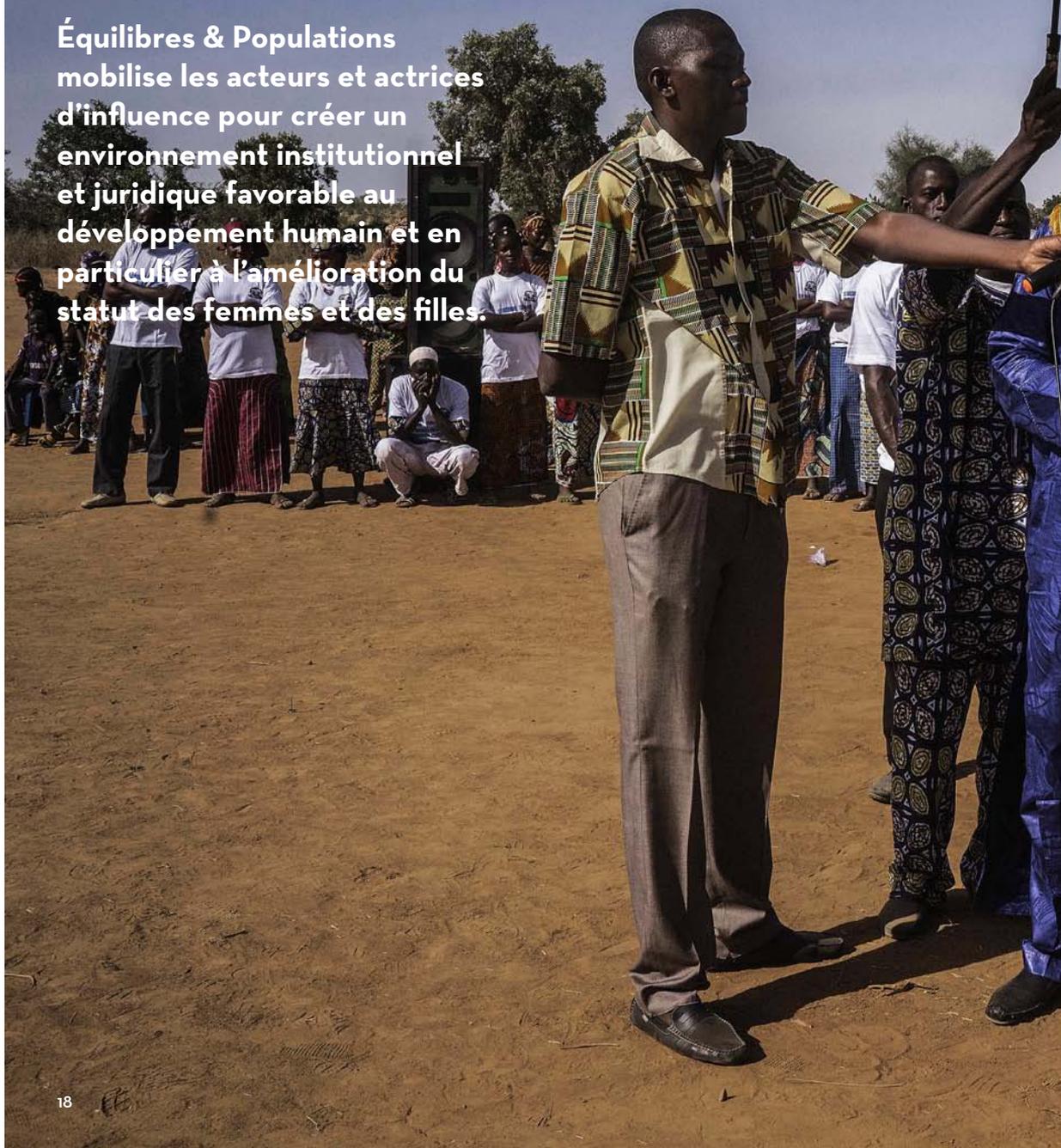
En tant que médiateur de changement, quel est selon vous le rôle des hommes dans la promotion de l'abandon des MSF ?

Le rôle des hommes est très important, car au niveau des femmes, une des justifications de l'excision, c'est qu'elles le font pour les hommes. En tant qu'homme, que chef de famille, notre parole est respectée, on doit s'impliquer, montrer que cette pratique ne nous intéresse plus, et créer une prise de conscience : il ne faut pas le faire pour nous. Je pense qu'il est important que les agent-e-s de changement soient des femmes et des hommes : certaines femmes se sentent plus à l'aise avec des femmes, et inversement pour les hommes. L'objectif est atteint quand la parole se libère, et que l'on peut discuter sans être bloqué-e.

02

Mobiliser

Équilibres & Populations mobilise les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique favorable au développement humain et en particulier à l'amélioration du statut des femmes et des filles.





EPA
EQUI POP. ORG
Fondation Orange Mali
Orange
AMSCA

EN
RAT
TEIN
LLES E
MES

L'ABANDON DE
DICIALE A LA
DITS HUMAINS
MES



Génération PF - la campagne qui mobilise la sous-région pour la PF des jeunes

La mobilisation politique est au cœur du travail d'Equipop depuis sa création. Nous sommes convaincu.e.s qu'un changement politique durable nécessite que les messages de plaidoyer soient directement portés par les citoyens et citoyennes.

C'est pourquoi il est important d'investir davantage dans la communication et l'information en direction du grand public au sein des pays concernés par nos actions. La campagne « Génération PF : Ensemble choisissons l'avenir ! », menée avec le réseau Alliance Droits et Santé dans ses 5 pays d'intervention, est la meilleure illustration de cette stratégie.

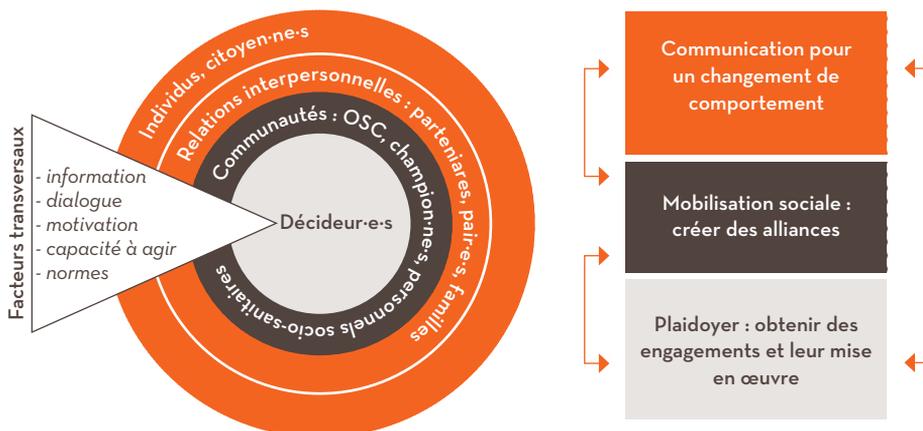
INNOVATION ET DISPOSITIF D'ENVERGURE POUR LA PF

Equipop, avec l'Alliance, en créant la campagne Génération PF, renforce le lien entre mobilisation politique et mobilisation sociale. Cette campagne vise à promouvoir les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR) en Afrique de l'Ouest, en particulier l'accès des jeunes à la planification familiale (PF). Elle allie messages de plaidoyer et campagne multicanal pour créer un environnement plus favorable à la PF et porter les messages des membres de l'Alliance auprès des décideur-e-s. Durant cette première phase, deux messages sont portés successivement. Le premier a mis l'accent sur les jeunes et l'importance de mettre plus de moyens pour répondre à leurs besoins spécifiques en matière de PF. Le second rappellera les décideur-e-s à leur redevabilité : il faut que les engagements pris soient tenus, et ce, à tous les niveaux !

Génération PF vise à :

- ▶ amplifier la voix de celles et ceux qui soutiennent la planification familiale et mettre en avant les « Bonnes pratiques » en la matière. 100 championnes et champions ont ainsi été identifié-e-s et leurs témoignages ont été recueillis et diffusés (site web, réseaux sociaux, publication). Parallèlement, une exposition photographique sur les bonnes pratiques a été réalisée et va être diffusée en France et en Afrique de l'Ouest
- ▶ créer des espaces de dialogue sur la Santé de la Reproduction et la PF grâce à des émissions radios dans chacun des pays
- ▶ animer une communauté auprès des jeunes à travers les médias sociaux comme Facebook, Twitter, Instagram et Youtube
- ▶ porter au plus haut niveau les messages de plaidoyer tels que l'allocation de lignes budgétaires pour la PF dans les plans de développement communaux ou encore l'opérationnalisation des engagements en matière d'éducation à la sexualité par le biais d'une pétition et d'événements mobilisateurs

Modèle socio-écologique du changement



5 demandes de Génération PF - Manifeste

Je joins ma voix à Génération PF et Alliance Droits et Santé, et demande que les gouvernements soutiennent activement et concrètement la PF des jeunes à travers :

- 1 - la prise en compte des besoins spécifiques des jeunes et adolescentes dans les politiques et programmes en matière de planification familiale ;
- 2 - l'amélioration de la qualité des services de PF pour les jeunes et l'assurance de leur gratuité ;
- 3 - la mise en place de l'éducation complète à la sexualité pour les jeunes ;
- 4 - la promotion de l'abandon des mariages précoces ;
- 5 - la participation systématique des jeunes dans les politiques et les programmes qui les concernent.

LES PREMIERS RÉSULTATS SONT LÀ

Depuis son lancement, la campagne Génération PF porte ses fruits et mobilise dans toute la sous-région :



9 pays signataires :

Benin, Burkina, Niger, Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Togo, Guinée, Mauritanie



120 champions et championnes de la PF



56 interviews de champions et championnes



1 site internet en ligne



Plus de 18 500 fans sur Facebook



504 signataires pétition



460 followers sur Twitter



25 émissions radios dans 5 pays - 104 heures diffusion

Nous sommes convaincu·e·s que cette mobilisation doit se faire en parallèle de partenariats solides avec la société civile et les médias locaux.

C'est donc dans cette dynamique qu'Equipop et les membres de l'Alliance poursuivent leur action conjuguée de mobilisation sociale et politique avec la 2^e e-campagne sur la redevabilité. Notre objectif : demander aux responsables politiques, maires et autres autorités de respecter leurs engagements en faveur des DSSR et de la PF !

• Que fait Equipop ?

Appui des membres d'Alliance Droits et Santé dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies de plaidoyer en faveur de la planification familiale et coordonne la campagne de mobilisation sociale « Génération PF : ensemble choisissons l'avenir ! ».

• Pour qui ?

Les associations membres de l'Alliance, les responsables politiques et les communautés.

• Pourquoi ?

Parce qu'il est nécessaire que les citoyens et citoyennes portent eux même les messages de plaidoyer en faveur de la planification familiale pour un changement politique effectif et durable.

Cette première campagne sur les jeunes et la PF a mis en évidence le défis que constitue la mobilisation à grande échelle dans un environnement en développement.

Safia Aminami, championne engagée dans la campagne Génération PF

Safia Aminami est une artiste chanteuse qui porte la voix des femmes au Niger. Elle s'est engagée en 2016 auprès d'Equipop dans le cadre de la campagne Génération PF.



J'appartiens à une famille de sept enfants. Lorsque ma mère nous a annoncé l'arrivée du septième, nous les enfants, nous avons décidé de boudier nos parents : nous ne voulions plus de petite sœur ou de petit frère, nous étions déjà assez ! En grandissant, je me suis juré de ne pas faire autant d'enfants. Et quand j'ai commencé à chanter, je savais que j'aborderai ces questions.

J'ai suivi mes études au Maroc. De retour au Niger, je me suis rendue compte de la différence entre ces pays en ce qui concerne la liberté des femmes. Ici, si tu sors en pantalon, tu te fais insulter. Ou si tu conduis tranquillement ta voiture, un taxi peut se mettre au milieu de la route pour que tu ne le doubles pas... parce que cela heurterait sa virilité. Et je ne parle pas des mutilations sexuelles, des mariages précoces ou forcés, des rapports sexuels subis, des grossesses non désirées, etc.

Les femmes ne sont pas considérées. On préfère qu'elles soient à la maison plutôt qu'à l'école car une femme savante créerait trop de problèmes. Donc toute la vie d'une femme est sous le contrôle des autres. Elle subit non seulement le regard et le jugement des hommes, mais aussi la mesquinerie des femmes qui seront les premières à lancer des ragots. Alors il faut dire les choses telles qu'elles sont pour que les mentalités bougent. Moi je les chante.

J'ai débuté ma carrière avec un groupe s'appelait Kaidan Gaskia 2. Nos chansons étaient très engagées : nous parlions de tout ce qui mine notre société et le milieu politique : la mal-gouvernance, les problèmes de genre, le VIH, etc. Avec d'autres musicien·e·s - chanteur·s·es, les Artistes unis pour le rap africain, nous avons créé une comédie musi-

cale en hip-hop. Les chansons racontaient les histoires de ceux qu'on a appelé « les enfants du Poto-Poto ». Nous jouions chacun·e un rôle d'enfant : une fille mariée de force, une jeune fille enceinte précocement, etc.

Quand j'ai entamé ma carrière solo, les chansons de mon premier album parlaient beaucoup des femmes et de ce qu'elles vivent. Cela m'a permis de rencontrer et de travailler avec des ONG sur ces sujets, souvent avec d'autres artistes. C'est ainsi qu'avec quatre autres nigériennes et une sénégalaise, nous avons produit une chanson sur l'espacement des naissances. « Finis les pleurs et les souffrances, nous allons espacer nos grossesses pour notre santé » disait le refrain. La contraception n'est pas un devoir, c'est un droit. Chaque femme doit pouvoir y accéder si elle le souhaite : pour son bien-être et celui de sa famille.

Malgré la loi, ce droit n'est pas bien accepté. Aujourd'hui encore, quand une jeune femme demande la pilule, il n'est pas rare que la pharmacienne soit choquée et refuse de la lui vendre. Pourquoi ce jugement ? Même si l'on n'est pas toujours d'accord, il faut s'adapter à une jeunesse qui n'arrête pas de changer. Oui, la sexualité commence plus tôt qu'avant. Même dans les campagnes. Pourquoi refuser la réalité ? Il faut de la responsabilité des deux côtés. Les aînés peuvent essayer de convaincre les jeunes des risques pris, mais faut-il les empêcher de se protéger ? Les jeunes doivent comprendre que ce n'est pas un jeu et que leurs choix ont des conséquences sur leur avenir. Sortons du tabou et de l'ignorance !

Tiré de l'interview originale disponible sur le site generationpf.equipop.org



Renforcer la voix de la France pour défendre les droits et santé sexuels et reproductifs dans le monde

En 2016-17, Equipop a œuvré à la mise en avant des droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) dans les positions françaises. Deux résultats principaux sont à noter : une avancée institutionnelle majeure avec la publication d'une stratégie officielle, et une forte présence diplomatique française pour défendre les DSSR dans un contexte international de plus en plus hostile aux droits des femmes en général.

Afin de consolider son travail en Afrique de l'Ouest, Equipop porte ses messages de plaidoyer auprès des responsables de l'aide publique au développement en France. 2015 avait été une année charnière, avec l'adoption par les Nations unies de 17 objectifs de développement durable (ODD) prenant en partie en compte les DSSR. C'est dans ce cadre que doit opérer l'aide française jusqu'en 2030. L'année passée, Equipop a donc concentré son action sur trois niveaux : plaider pour un renforcement du volet DSSR de l'aide française, contribuer à une position diplomatique française offensive en matière de DSSR, et faciliter une collaboration avec les Etats d'Afrique de l'Ouest sur les questions de DSSR.

UN NOUVEAU DOCUMENT STRATÉGIQUE POUR LES DSSR

Le 4 octobre 2016, André Vallini, secrétaire d'Etat chargé du Développement, a présenté la stratégie intitulée « L'action extérieure de la France sur les enjeux de population, de droits et santé sexuels et reproductifs 2016-2020 ». Laurence Rossignol, ministre des Droits des femmes, participait aussi à l'évènement, preuve de la volonté du gouvernement d'afficher son engagement.

La publication de ce document a mis un terme à un long processus. Equipop avait bien sûr participé aux consultations officielles plus d'un an auparavant, mais c'est surtout au stade antérieur que notre apport avait été déterminant. Nous avons en effet très largement contribué à faire adopter l'approche « droits et santé sexuels et reproductifs », qui restait très en retrait par rapport à la santé materno-infantile. Ce changement est fondamental, car les DSSR replacent l'individu au centre de chaque action. C'est la seule approche englobante qui réponde de façon cohérente à des enjeux aussi divers que les grossesses non désirées, les mariages précoces, les mutilations sexuelles féminines, ou la mortalité maternelle et infantile.

Les axes stratégiques français sont donc posés pour les quatre prochaines années. Désormais débute la phase de mise en œuvre. Le gouvernement a fait deux premières annonces de financement : 10 millions d'euros renouvelés pour le « Fonds Français Muskoka », et 1 million pour UNFPA, le fonds des Nations unies pour la population. Cependant, ces efforts demeurent très insuffisants face aux ambitions affichées dans la stratégie. Le nouveau gouvernement devra rétablir la balance ; Equipop et ses partenaires poursuivront leur travail de suivi de ces engagements.

LA FRANCE A DÉFENDU LES DSSR À L'ONU

Le deuxième volet d'actions avait trait aux positions diplomatiques de la France. Comme chaque année, Equipop a participé aux préparations de deux rendez-vous majeurs, la Commission sur le statut des femmes (CSW) et la Commission de la population et du développement (CPD). Sur place, à New York, en mars et avril, Equipop a assuré une collaboration en direct entre des expert-e-s de la société civile et le gouvernement français, toujours dans le même but : que celui-ci défende le plus efficacement les DSSR dans les négociations.

Ce travail est devenu encore plus crucial que les années précédentes : depuis l'arrivée de l'administration Trump, les Etats-Unis se sont transformés en alliés des Etats conservateurs, ce qui a déséquilibré les rapports de force aux Nations unies. Par ailleurs, les Etats-Unis ont coupé leur contribution à UNFPA (70 millions de dollars par an) et aux associations internationales (« Global Gag Rule », 600 millions de dollars par an en moins pour les droits et la santé des femmes).

En réponse, le 8 mars 2017, le président de la République François Hollande a prononcé le « Serment de Paris ». Cette réaffirmation de la vocation de la France à défendre les droits des femmes à travers le monde comportait comme premier axe le « droit universel à la santé sexuelle et reproductive ». En parallèle, de nombreux Etats se sont eux engagés financièrement à travers l'initiative She Decides, lancée à Bruxelles en mars 2017.

RENFORCER LES PARTENARIATS DIRECTS AVEC L'AFRIQUE DE L'OUEST

Equipop a œuvré pour faciliter les collaborations entre les pouvoirs publics français et d'Afrique de l'Ouest. En juin 2016, une délégation multi-pays pour la planification familiale est venue à Paris pour une semaine de rencontres de plaidoyer, et une conférence s'est tenue en partenariat avec l'Académie des Sciences le 8 juin. Suite à plusieurs rendez-vous avec Equipop, le secrétaire d'Etat chargé du Développement et la Ministre des Droits des femmes ont effectué une visite officielle au Niger sur le sujet des DSSR, et ont rencontré notre partenaire Lafia Matassa. Enfin, à l'occasion de la CPD 2017, Equipop a co-organisé un évènement pour intensifier ces collaborations, en mettant à l'honneur Célestin Compaoré, membre d'Alliance Droits et Santé (voir interview ci-contre).

• Que fait Equipop ?

Contribution aux processus onusiens, information des parlementaires, co-construction des politiques et programmes gouvernementaux, suivi des engagements politiques et financiers.

• Pour qui ?

Les responsables en France, en Europe et dans le monde, et in fine pour toutes les filles et les femmes qui bénéficient des programmes de développement nationaux et internationaux.

• Pourquoi ?

Parce qu'orienter les politiques et assurer des financements, c'est permettre aux femmes de choisir leur vie et c'est une des clés du développement de nos sociétés.



Les membres de la Délégation multi-pays pour la planification familiale à Paris, juin 2016.

Célestin Compaoré, un membre d'Alliance Droits et Santé à l'ONU

Célestin Compaoré est coordonnateur de l'association SOS Jeunesse et Défis, membre burkinabè d'Alliance Droits et Santé. Equipop a facilité sa participation cette année pour la première fois à une commission de l'ONU.



Vous avez participé cette année à la 50ème session de la Commission sur la Population et le Développement. Pouvez-vous nous parler du rôle particulier que les pays d'Afrique de l'Ouest peuvent avoir dans les négociations ?

Lors des négociations à l'ONU, les pays africains négocient en groupe, dans le « groupe Africain ». Ce groupe, au même titre que l'Union Européenne ou le « groupe arabe », a un poids important dans les négociations car il représente un grand nombre de pays. Malheureusement, les pays d'Afrique de l'Ouest sont souvent peu représentés dans les négociations, et aux réunions de préparations du groupe Africain. Il semblerait également que les délégué·e·s africains tiennent à l'ONU une position parfois différente de la position qui est celle de la capitale, sur les DSSR par exemple. Cela provient sûrement du fait que les diplomates peuvent être éloignés des réalités de leur pays, notamment en ce qui concerne la promotion des DSSR, ou le renforcement de l'accès des adolescent·e·s et des jeunes aux services de santé reproductive.

Quel rôle la société civile ouest africaine peut-elle avoir dans les commissions de l'ONU ?

Il y a une réelle place pour la société civile ouest africaine dans les négociations onusiennes telles que la Commission sur la Population et le Développement. La société civile peut jouer un rôle d'accompagnement et d'explication auprès des délégations nationales. Sur le sujet de cette année, il était important de parler des réalités nationales (besoins et politiques) en matière de DSSR

et des problèmes réels des populations, dans le but d'harmoniser la compréhension entre les capitales et les missions permanentes à l'ONU. La société civile peut aussi avoir un rôle d'aide à la prise de décision, en participant aux échanges et négociations du groupe dit "Africain", en amont des commissions : en expliquant ce que recouvrent certains concepts, on peut par exemple faire comprendre l'importance de certains enjeux et contrer des croyances erronées.

Que vous a appris votre participation à la CPD ?

J'ai compris le fonctionnement de la diplomatie et des négociations internationales. Je me suis rapproché de la représentation diplomatique de mon pays et ai établi des contacts qui seront précieux dans les années à venir. J'ai aussi eu la chance de rencontrer d'autres ONG œuvrant en faveur des DSSR du monde entier.

Enfin, comment cette participation va impacter votre travail de retour au Burkina Faso ?

Outre une meilleure vision de l'articulation entre questions de populations et développement durable, je retire de cette expérience une véritable compréhension du rôle de la société civile dans la promotion des DSSR. Je vais tâcher d'impliquer de nouveaux acteurs et actrices de la société civile dans ces processus onusiens à travers une restitution, ainsi qu'en mettant en place un mécanisme de suivi au niveau national des engagements pris à la CPD.

03

Accompagner

Équilibres & Populations accompagne les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention.



que par
bonalef





L'accompagnement des OSC : Equipop enrichit et étend son offre

Depuis le début de ses actions en Afrique de l'Ouest il y a plus de 15 ans, Equipop poursuit sa stratégie : travailler avec les ONG locales en les accompagnant dans la mise en œuvre d'actions de prévention et de mobilisation sociale et politique innovantes, promouvant la santé sexuelle et reproductive. Plusieurs années de collaboration nous ont amené·e·s à ce constat : au-delà d'un appui opérationnel, le renforcement des capacités des OSC est indispensable. Equipop a toujours eu la préoccupation de prendre en compte cette dimension dans son suivi-accompagnement.

La société civile ouest africaine a un rôle déterminant à jouer que ce soit pour créer un environnement favorable pour les DSSR ou pour l'accès de tous et toutes à des services de qualité. C'est une conviction portée par Equipop. Depuis 5 ans, dans le cadre du projet « Mobiliser en faveur des DSSR : une Alliance pour les femmes et les adolescentes d'Afrique », cofinancé par l'Agence Française de Développement et la Fondation Bill & Melinda Gates, Equipop propose un appui innovant et structuré à une vingtaine de partenaires. Cet accompagnement est réalisé en parallèle d'activités de mobilisation sociale et politique.

Les activités d'Equipop se structurent autour de trois grands domaines d'accompagnement : le développement organisationnel (DO), la mobilisation des ressources et la gestion administrative et financière.

UN ACCOMPAGNEMENT À LA QUALITÉ À TRAVERS UN DIAGNOSTIC ORGANISATIONNEL PARTICIPATIF

En matière de DO, Equipop a privilégié une stratégie d'amélioration continue de la qualité, dans le but de renforcer les résultats et la performance globale des structures bénéficiaires. Pour ce faire, une démarche structurante adaptée de l'outil EFQM a été construite. S'adressant à toute forme d'organisation, elle permet aux associations d'effectuer un auto-diagnostic organisationnel portant sur 5 domaines de pratiques et 4 domaines de résultats et d'identifier 3 premiers projets d'amélioration à mettre en œuvre. La démarche est itérative et chaque fois qu'un résultat est atteint un nouveau projet d'amélioration peut être lancé.

UN APPUI SPÉCIFIQUE EN MOBILISATION DES RESSOURCES ET EN GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

Pour amener les OSC ouest africaines à diversifier leurs ressources et à accéder à des fonds internationaux, Equipop propose un accompagnement spécifique en mobilisation des ressources. Cela se traduit par

de la veille et une pré-sélection d'appels à projet adaptés à chaque structure, des formations, un appui et des conseils lors de l'écriture de projet, ainsi que par le partage de "trucs et astuces" pour lire rapidement les termes de référence et y répondre de façon convaincante.

Les progrès dans ces deux domaines ne s'expriment pleinement que si les outils et procédures de gestion administrative et financière évoluent parallèlement et s'améliorent pour faire face à l'augmentation des activités, mais aussi pour répondre aux normes, standards et exigences spécifiques des partenaires techniques et financiers internationaux. Dans un environnement où l'informel est très répandu, cet aspect de l'accompagnement est important, voire crucial. Pour accompagner l'ensemble de ces domaines, un appui en technologies de l'information et de la communication est également intégré si besoin. De cette manière, les partenaires s'approprient des outils informatiques, de partage et de communication 2.0, dans un souci de communication en interne et en externe, mais aussi avec leurs partenaires techniques et financiers.

UN ACCOMPAGNEMENT QUI COMMENCE À ESSAIMER

Cette offre, qui s'est développée à destination des membres d'Alliance Droits et Santé, a vocation à bénéficier à d'autres réseaux, plateformes, consortia, directement ou dans le cadre de programmes portés par des ONG ou organismes internationaux. Ainsi, en 2016, Equipop a été sollicitée par Amplify Change pour concevoir et animer des modules d'initiation au développement organisationnel à l'intention de l'ensemble de ses bénéficiaires en Afrique de l'Ouest. Médecins du Monde Espagne a également fait appel à cette expertise pour concevoir une formation pour le renforcement des capacités techniques de ces partenaires de mise en œuvre (cf. encadré).

Le dispositif mis en place par Equipop s'appuie sur une équipe de chargé-e-s d'accompagnement spécialistes de leur domaine. Techniquement et pédagogiquement, les formations passent par une gamme variée d'outils et de supports complémentaires pour s'adapter aux contextes, aux besoins et aux moyens tout en répondant aux standards : formation participative collective ou individuelle, webinars, production de factsheets, mise à disposition et appui à l'appropriation de ressources et outils ciblés, sur site ou à distance.

Un accompagnement à la carte pour deux partenaires de Médecins du Monde Espagne !

Equipop est intervenue auprès d'ACD/Naangue et de Khoolesmen, deux OSC impliquées dans la mise en œuvre d'un projet de lutte contre la malnutrition au Burkina Faso. L'accompagnement s'est déroulé en 3 phases. Une première formation de 6 jours, qui a réuni des représentant-e-s des deux structures, a permis l'élaboration d'un auto-diagnostic organisationnel, l'appropriation de trucs et astuces pratiques pour la recherche de financement et l'identification des faiblesses administratives et financières avec, dans chacun des domaines, des plans d'actions à mettre en œuvre. Après cette formation et pendant les 6 mois qui ont suivi, l'équipe de formatrices (une personne par domaine) a assuré un accompagnement à distance pour la mise en œuvre des plans d'actions et pour répondre aux besoins spécifiques exprimés par les associations. À l'issue de cette période, une seconde formation de 4 jours sur site a permis d'apprécier l'avancement des chantiers engagés, d'approfondir certains domaines, d'envisager de nouvelles actions à mettre en œuvre pour entrer dans un cycle d'amélioration continue de la qualité.

“ La formation était pratique car ciblée sur ce dont on a réellement besoin. On avait l'impression que l'on était en train de vraiment résoudre nos problèmes. Maintenant, on a tout pour prendre le train de l'amélioration. ”

Abdoulaye Soutra

Président d'ACD Naangue

• Que fait Equipop ?

Accompagnement global d'associations ouest-africaines en développement organisationnel, mobilisation des ressources et administration et finances.

• Pour qui ?

Les associations ouest-africaines actives en faveur de l'amélioration des conditions de vie des femmes et des filles de la sous-région.

• Pourquoi ?

Parce que les organisations de la société civile sont les mieux placées pour porter sur le long terme les actions nécessaires en faveur de l'amélioration de la santé et des droits des filles en Afrique de l'Ouest, en particulier leur accès à la contraception.

TÉMOIGNAGE

Nourou Adjibade, membre fondateur d'Alliance Droits et Santé

Nourou Adjibade est directeur de CeRADIS, partenaire d'Équilibres & Populations depuis près de 20 ans.



Comment avez-vous rencontré Equipop ?

Équilibres & Populations et CeRADIS se sont rencontrés en 1999, suite à une conférence internationale. À l'époque, CeRADIS était déjà positionnée sur les questions de population, et Equipop a fait paraître plusieurs de nos papiers dans ses publications. Notre association a rapidement été intégrée à un projet utilisant les nouvelles technologies pour promouvoir des actions de terrain, avec le Mali et le Sénégal. C'est à partir de ce projet qu'Equipop nous a fait confiance, et notre partenariat n'a cessé d'évoluer et de se renforcer depuis près de 20 ans.

Que vous a apporté le partenariat avec Équilibres & Populations ?

Sans Equipop, nous ne serions jamais arrivé-e-s à ce niveau de professionnalisation. Nous sommes un exemple vivant de ce à quoi mènent les espoirs d'Equipop envers les associations africaines.

Nous avons bénéficié de tout l'accompagnement technique qu'Équilibres & Populations peut offrir, en matière de plaidoyer, mais aussi dans l'atteinte de bailleurs de fonds internationaux, de formations, etc. Equipop nous a aussi insufflé la dynamique de mise en réseau, de partenariat : cela nous a appris à toujours chercher à nous entourer.

Aujourd'hui, CeRADIS fait partie des 4 ONG les plus influentes en matière de santé sexuelle et reproductive au Bénin, et c'est la seule locale parmi les quatre. Nous sommes une ONG de plaidoyer, considérée comme un centre de ressources par la société civile ouest-africaine, et nous sommes maintenant éligibles à des financements de 2 à 3 millions d'euros. C'est en partie grâce à Equipop.

Vous êtes un membre fondateur d'Alliance Droits et Santé, quelles sont vos relations avec les autres membres au Bénin ?

Au Bénin, il y a encore du travail en ce qui concerne la cohésion du groupe. CeRADIS bénéficie de l'accompagnement d'Equipop depuis des années, ce qui n'est pas le cas des autres membres. Cela nous donne envie d'aller vite, or nous devons aujourd'hui d'abord créer une dynamique ensemble. Pour cela, il nous faut respecter les spécificités de chaque ONG, leurs compétences. Il est important que la dynamique soit indépendante des financements : pour le plaidoyer, qui porte plus et plus vite à plusieurs, mais aussi afin de chercher de nouveaux financements, et faire vivre notre partenariat.

Quelles évolutions envisagez-vous de ces partenariats dans le futur ?

En ce qui concerne l'Alliance au Bénin, il y a des ajustements à faire, dans le but d'être plus efficace. Cela va nécessiter de plus communiquer, entre membres de l'Alliance, et avec Equipop, mais je sais que tout sera mis en œuvre pour que ce partenariat fructifie. En ce qui concerne la relation entre Équilibres & Populations et CeRADIS, nous ne sommes pas prêt-e-s à ce qu'elle s'arrête de sitôt !



Droits et santé sexuels et reproductifs des adolescentes au Mali : l'UNFPA Mali fait appel à l'expertise d'Equipop

En 2016, l'UNFPA Mali a sollicité Equipop pour effectuer une analyse des politiques nationales, des lois et des programmes portant sur les droits et la santé sexuels et reproductifs (DSSR) des jeunes. Cette étude avait pour but de mettre en avant les opportunités et les défis pour la poursuite et l'accélération des changements initiés en faveur des filles dans le cadre de l'Initiative Muskoka. Il s'agit pour Equipop de la quatrième étude de ce type puisque ce travail a déjà été effectué au Bénin, au Niger et au Togo.

En 2012, à l'initiative de l'UNFPA, a été organisé un atelier sous-régional par 4 agences onusiennes (UNFPA, UNICEF, ONUFemmes et OMS) à Cotonou. L'objectif était de faire émerger des propositions concrètes à intégrer dans les plans d'action du Fonds de Solidarité Prioritaire Muskoka en Afrique de l'Ouest afin de s'assurer que les adolescentes bénéficient de manière effective des programmes de santé sexuelle et reproductive. À l'issue de cette rencontre, à laquelle ont activement pris part plusieurs délégations d'Afrique francophone, dont le Mali, des conclusions ont été formulées et des engagements ont été pris.

Cinq ans plus tard, Equipop a conduit, pour le compte de l'UNFPA Mali, une analyse de la prise en compte de la santé et des droits sexuels et reproductifs des adolescentes dans les politiques, lois et programmes au Mali.

Quels sont les impacts à privilégier et à soutenir pour améliorer et adapter l'offre de soins et de services aux besoins spécifiques des adolescentes ? Comment agir efficacement pour un changement social bénéficiant aux jeunes filles et à leur santé et droits à long terme ? Quel rôle peut avoir l'UNFPA dans la prise en compte des spécificités nationales dans les programmes et politiques et dans le soutien et le renforcement des programmes d'autres intervenant-e-s ? Ce sont les questions qui ont guidé l'analyse.

LA MISSION D'EQUIPOP : IDENTIFIER LES BONNES PRATIQUES ET LES GAPS ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS

Les grossesses précoces, grossesses non désirées et avortements à risque sont fréquents chez les adolescentes maliennes du fait de la précocité des premiers rapports sexuels, de l'insuffisance d'accès aux informations et aux services de planification familiale et à de nombreux autres facteurs d'ordre économique et socio-culturel.

Selon la cinquième *Enquête Démographique et de Santé au Mali*, l'âge d'entrée en union chez les adolescentes et les jeunes maliennes est précoce : parmi les femmes âgées de 25 à 49 ans, une femme sur cinq (20 %) était déjà en union avant d'atteindre l'âge de 15 ans. Parmi les femmes de 25 à 49 ans, 21 % avaient déjà eu leurs premiers rapports sexuels avant l'âge de 15 ans contre seulement 5 % des hommes de la même tranche d'âge.

Face à cette situation, des initiatives ont été prises au niveau national par le gouvernement malien, les partenaires techniques et financiers et les ONG. Le rôle d'Equipop a été de répertorier ces initiatives, d'identifier les manques et de formuler dix recommandations pour une prise en compte améliorée des DSSR des adolescent-e-s dans le contexte malien.

UNE ÉTUDE DÉCISIVE POUR ACCÉLÉRER LA PRISE EN COMPTE DES DSSR DES ADOLESCENTES

Les constats et les recommandations stratégiques et opérationnelles de cette étude sont décisifs pour accompagner le développement de nouvelles approches et la révision des programmes en cours et à venir. L'ensemble des acteurs et actrices s'accorde sur la nécessité de donner la priorité à la promotion des DSSR des adolescentes. L'objectif est désormais de favoriser l'appropriation des recommandations afin d'engager une dynamique de programmation efficace et rapide. La restitution de l'étude en avril 2017 a permis de rassembler les acteurs et actrices clés dans le domaine des DSSR des adolescentes qui ont montré un engagement fort dans la mise en œuvre des recommandations proposées.

UNE ÉTUDE COMPLÉMENTAIRE SUR L'ÉDUCATION PAR LES PAIR.E.S ET L'UTILISATION DES RADIOS

En parallèle de l'étude sur les DSSR des adolescentes dans les politiques, lois et programmes, l'UNFPA Mali a demandé à Equipop d'analyser la mise en œuvre de l'éducation par les pair-e-s dans le centre jeunes de Sogoniko à Bamako et l'utilisation de la radio « Voix des Jeunes » comme vecteur de diffusion d'informations. Ces initiatives font partie du projet « Jeunes », un des projets majeurs au Mali dans le domaine. Ce projet est financé par le Ministère de la Jeunesse et de la Construction citoyenne et l'UNFPA. Cette étude a pour but de mettre en évidence les forces et faiblesses de ces deux stratégies afin d'en améliorer la portée et l'efficacité. Les conclusions et les recommandations proposées seront disponibles au mois de juin 2017.

• Que fait Equipop ?

Recensement d'initiatives en faveur des DSSR des jeunes filles au Mali, identification des opportunités et lacunes et formulation de recommandations opérationnelles et stratégiques.

• Pour qui ?

UNFPA Mali, le gouvernement malien, et plus largement pour les jeunes filles qui bénéficieront de la mise en œuvre des recommandations des rapports.

• Pourquoi ?

Pour une prise en compte améliorée des DSSR des adolescent-e-s dans le contexte malien.

3 premières recommandations qui découlent de cette étude

01

Promouvoir et mettre en place un système d'éducation sexuelle à l'école et en dehors du milieu scolaire

via l'intégration des stratégies d'alphabétisation informelle dans une optique d'éducation complète à la santé et aux droits sexuels et de la procréation

02

Renforcer l'accessibilité des jeunes dans les centres de santé communautaires dans l'ensemble des régions du Mali

avec un accent particulier sur les régions du Nord - Gao, Tombouctou et Kidal

03

Développer et renforcer l'utilisation des services d'écoute et d'aide à distance en adaptant leurs offres aux problématiques spécifiques des adolescent-e-s

en mettant un accent particulier sur les services concernant le viol et le mariage précoce

Cheikh Mbengue, représentant adjoint UNFPA Mali

Cheikh Mbengue, représentant adjoint de l'UNFPA Mali, est le commanditaire de l'étude réalisée par Equipop sur les politiques et programmes de santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescentes.



Pouvez-vous me parler des raisons qui vous ont poussé à faire cette étude ?

Cette étude, commanditée par l'UNFPA dans le cadre des Fonds Français Muskoka, s'inscrit en droite ligne des missions et du mandat de l'UNFPA, relatifs à la santé sexuelle et reproductive des adolescent·e·s jeunes et, est alignée sur le Plan Stratégique 2014-2017 de l'UNFPA et le 7e Programme de Coopération avec le Mali. Les jeunes constituent pour l'UNFPA une cible particulière du fait de leur importance et leur part contributive dans la population totale de la plupart des pays à faible revenus. Le Mali connaît l'un des taux de fécondité les plus élevés d'Afrique (6 enfants par femme), une prévalence VIH d'environ 1%, une entrée précoce et une sortie tardive des jeunes dans la fécondité avec un grand déséquilibre par rapport aux besoins sociaux de base (santé, éducation, emploi). Le risque de radicalisation des jeunes est aussi très important face à la situation politique et sécuritaire du pays.

Cette étude sur la prise en compte des besoins de la jeunesse dans les politiques, programmes et stratégies au Mali permet de situer les gaps de participation et de leadership des jeunes dans la formulation des politiques et identifie des réponses endogènes et inclusives à la prise en charge intégrale des droits et santé sexuelle et reproductive des jeunes. Elle fait le point aussi sur toutes les initiatives nationales orientées sur la santé sexuelle et reproductive (SSR) des jeunes, particulièrement celles tournées vers les NTIC et les réseaux sociaux. Elle participera à la mise en œuvre pour le Mali de la vision de l'Union Africaine sur la Jeunesse à l'Horizon 2063 ainsi que sa feuille de route sur le Dividende démographique, les ODD.

Quelles suites allez-vous donner à cette étude ?

L'UNFPA a partagé cette étude avec le gouvernement, les services nationaux et l'ensemble des parties prenantes au niveau national. Nous allons maintenant travailler ensemble à l'établissement d'un plan de réponse organisé, afin de mobiliser les ressources qui permettront aux jeunes et aux adolescent·e·s d'accéder aux informations et services de SSR dont ils et elles ont besoin. Un accent particulier doit être mis sur la lutte contre les violences basées sur le genre, les questions de planification familiale et la lutte contre le VIH grâce à la mise en place de l'éducation complète à la sexualité, en étroite collaboration avec les leaders d'opinion, les religieux, et la société civile.

Quelle a été la valeur ajoutée du partenariat avec Equipop ?

La présence d'Équilibres & Populations dans la sous-région, et particulièrement au Mali est un atout majeur pour l'UNFPA. Sa mission et son mandat sont en lien avec l'Agenda du Caire de 1994, et c'est naturellement que nous nous sommes tourné·e·s vers Equipop pour la réalisation de cette étude. Ayant déjà réalisé ce genre d'études dans d'autres pays de la sous-région, et travaillant au Mali depuis des années, Equipop a l'expertise et le réseau de connaissances nécessaires pour cette étude, mais aussi pour faire avancer la SSR des jeunes au Mali, et au-delà des frontières nationales. Nous espérons que ce partenariat sera fécond !

04

Mieux connaître Equipop

Créée en 1993, par des médecins et des journalistes, dans le contexte de la Conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

Aujourd'hui, Équilibres & Populations est une structure s'appuyant sur vingt-deux salarié·e·s et cinquante-sept membres, avec un budget annuel de 1,49 millions d'euros. Le siège est basé à Paris et l'ONG a un bureau sous-régional à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Une vision, des valeurs

Dans la vision portée par Équilibres & Populations, il ne pourra y avoir de développement durable sans qu'y soit associée la moitié féminine de l'humanité. L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes, notamment leur santé et leurs droits sexuels et reproductifs, est à la fois un facteur et un marqueur de développement.

Notre vision repose sur un socle de valeurs.



RESPECT DES DROITS HUMAINS

Équilibres & Populations plaide pour la reconnaissance universelle des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et pour leur mise en œuvre pour toutes et tous, partout, à travers des processus de participation et d'appropriation politiques et sociales.



BIEN-ÊTRE, LIBERTÉ ET RESPONSABILITÉ

Équilibres & Populations considère que le bien-être des populations ne se mesure pas seulement par des indicateurs économiques, mais aussi par les capacités des individus qui les composent à exercer des choix éclairés et autonomes, tout en assumant leurs responsabilités dans la société à laquelle ils appartiennent.



JUSTICE SOCIALE ET ÉQUITÉ

Équilibres & Populations défend un développement humain qui donne à toutes et à tous les mêmes possibilités de se réaliser socialement, politiquement et économiquement. Nous prônons un développement soucieux de l'équité et de la solidarité, notamment entre les sexes et entre les générations, car les succès du présent ne doivent pas être acquis au détriment d'une partie de la population ou des générations futures.

Ces valeurs se prolongent dans des principes d'action



ADOPTER UNE DÉMARCHE PARTICIPATIVE

Équilibres & Populations adopte aussi systématiquement que possible une démarche participative dans la conduite de son action. Nous considérons en effet que cette démarche est un gage de qualité, notamment en termes d'appropriation, de responsabilisation, de durabilité, d'ancrage, d'autonomisation et de légitimité.

Fondée sur l'instauration d'un dialogue continu, cette démarche a pour objectif principal d'associer étroitement les différentes parties prenantes à notre action : nos partenaires associatifs, le personnel sanitaire et social, les parlementaires, les décideurs et, bien entendu, les populations des zones d'intervention.



NOUER DES PARTENARIATS

Au lieu d'opter pour une croissance interne, nous avons choisi de développer le périmètre et la qualité de nos actions grâce à une stratégie d'alliances et de partenariats multi-acteurs (OSC, parlementaires, journalistes, chercheurs, fonctionnaires, expert-e-s techniques,...). Ce mode d'organisation s'appuie sur la complémentarité des savoir-faire et renforce l'adaptabilité et la réactivité.

Depuis plus de dix ans, Équilibres & Populations collabore de manière continue avec des associations ouest-africaines avec lesquelles elle partage une vision commune.

Dotés d'une connaissance fine des sociétés et de leurs dynamiques, ces partenaires promeuvent un changement dans leur pays respectif. Riches de nos complémentarités, nous avons établi au cours du temps des relations de confiance qui nous permettent de construire et de mener ensemble des programmes auprès des populations ainsi que des actions de plaidoyer adaptés aux situations sociopolitiques locales.



TRAVAILLER EN RÉSEAUX

Équilibres & Populations a également su créer ou rejoindre des synergies entre acteurs du développement : organisations de solidarité internationale (OSI), structures de recherche et universités, institutions publiques, entreprises...

Nous collaborons avec des réseaux d'OSI en France, en Europe et en Afrique francophone subsaharienne. Nous nous y investissons à différents niveaux, en collaborant aux travaux et aux prises de position collectifs, en coordonnant des groupes de travail ou en participant aux organes associatifs (conseil d'administration).

Une mission, des actions

L'association a pour objet d'améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

En Afrique francophone subsaharienne, Équilibres & Populations a progressivement orienté une partie de son action au bénéfice des jeunes filles, notamment celles qui sont les moins prises en compte par les politiques ou les programmes existants.

Partant d'une expertise spécifique sur la santé et les droits sexuels et procréatifs, l'association a peu à peu développé un projet qui articule différents champs d'intervention (santé, éducation, économie) et qui intègre systématiquement une approche par le genre.

Pour mener sa mission en Afrique subsaharienne francophone, mais aussi en Europe et en Amérique du Nord, Équilibres & Populations travaille avec, entre autres :

- des organisations de la société civile avec lesquelles nous avons des liens de partenariat étroits ;
- des leaders traditionnels, des groupements de femmes et de jeunes ;
- des coalitions et des plateformes d'ONG ;
- des personnels sanitaires ;
- des expert-e-s techniques et administratifs ;
- des chercheur-e-s ;
- des universitaires ;
- des journalistes ;
- des parlementaires ;
- des responsables politiques ou administratifs.

Notre action se décline en trois volets complémentaires :



Impulser

des dynamiques de changement social au plus près des populations, par la conception et la mise en œuvre de projets-pilotes en partenariat avec des acteurs et actrices locaux



Mobiliser

les acteurs et actrices d'influence pour créer un environnement institutionnel et juridique plus favorable



Accompagner

les partenaires au développement en renforçant leurs capacités d'intervention

Des savoirs et des savoir-faire

Au cours des années, Équilibres & Populations a enrichi ses savoirs en mobilisant des disciplines variées : science politique, santé publique et médecine, sociologie, anthropologie, économie, démographie. Nous nous attachons à croiser ces regards de manière systématique pour promouvoir une approche aussi intégrée que possible. Ceci constitue un véritable atout pour appréhender la logique des différents acteurs et actrices avec lesquels nous travaillons : hommes ou femmes issus des communautés dans lesquelles nous intervenons, leaders communautaires, partenaires, personnels de santé, responsables politiques...

En particulier, nous nous appuyons sur trois domaines de connaissances.

POLITIQUES PUBLIQUES ET SCIENCE POLITIQUE

Équilibres & Populations a acquis une expérience en matière de plaidoyer en direction des responsables politiques de la coopération internationale. Nous disposons d'une solide connaissance des acteurs et des rouages à travers lesquels sont définies et mises en œuvre les politiques publiques.

Que ce soit à l'échelle locale, nationale ou internationale, cela nous permet de sensibiliser, d'informer et d'influencer les responsables politiques (gouvernements, cabinets ministériels, hauts fonctionnaires) pour qu'ils soutiennent des programmes spécifiques, défendent des réformes politiques et veillent à ce qu'elles soient appliquées efficacement. Nous avons par ailleurs développé une expertise reconnue par les parlementaires, qui nous sollicitent pour avis.

SANTÉ PUBLIQUE ET MÉDECINE

Équilibres & Populations s'appuie sur des connaissances dans le champ de la santé publique. Notre équipe a acquis un savoir transversal sur le fonctionnement des systèmes de santé, surtout en Afrique de l'Ouest, et un savoir plus spécialisé sur des thématiques précises comme la planification familiale, les soins obstétricaux d'urgence, les fistules ou encore les mutilations sexuelles féminines.

L'association mobilise des connaissances axées sur la prévention (éducation à la santé, réduction des risques, changement des normes sociales...), mais aussi sur l'organisation des services de santé (formation du personnel de santé, participation des usagers, intégration du vih/sida et santé de la procréation).

SCIENCES SOCIALES ET GENRE

Équilibres & Populations puise dans le champ des sciences sociales pour adopter une approche sensible à la diversité des besoins et des intérêts des populations. Nous nous appuyons ainsi sur l'approche par le genre. Celle-ci ne cible pas les femmes comme un groupe à part, mais elle s'intéresse à la façon dont les individus, selon leur sexe et leur position sociale, agissent, réagissent et interagissent sous l'influence des modèles sexuels et familiaux dominants.

Notre analyse met l'accent sur le fait qu'être homme ou femme dans une société donnée induit des rôles socialement construits qu'il s'agit de comprendre et d'interroger si l'on veut être moteur de changement social.

L'approche par le genre constitue un levier décisif pour promouvoir de nouveaux comportements. Cela implique, entre autres, l'autonomisation des femmes et la participation des hommes.

La prise en compte du genre permet de tendre vers un double objectif. D'ordre politique d'une part : rééquilibrer les rapports entre hommes et femmes pour plus de justice. D'ordre socio-économique d'autre part : créer le socle d'un développement véritablement durable parce qu'impliquant les deux moitiés des populations concernées.

Pour mettre en œuvre notre projet, en relation étroite avec nos partenaires, nous mobilisons trois grands types de savoir-faire.

L'INGÉNIERIE DE PROJET

Équilibres & Populations a développé des compétences de planification, de pilotage et de coordination de projets, en tant que cheffe de file ou bien au sein de consortiums. Avec ses partenaires, l'association identifie les besoins, construit des stratégies d'intervention, définit des méthodologies d'intervention participatives intégrant le genre, mobilise des ressources, assure le suivi opérationnel et financier, évalue les processus et les résultats, capitalise l'expérience.

L'INFORMATION ET LE PLAIDOYER

Équilibres & Populations facilite la connaissance et la compréhension des enjeux relatifs à sa mission, avec le souci de rendre visible la demande sociale et de valoriser la capacité d'action des acteurs et actrices sur le terrain. Nous influençons également la définition et le suivi des programmes et des politiques publics. Pour cela, plusieurs activités sont menées : organisation d'événements, de voyages d'étude, de campagnes d'information ; réalisation et publication de supports documentaires ; réponse individualisée à des demandes d'information de la part de journalistes, de parlementaires ou d'experts ; collecte et analyse critique de textes de lois, de programmes ou de politiques publics ; formalisation et diffusion d'argumentaires ; initiation ou participation à des mécanismes institutionnels de consultation ; animation ou participation à des groupes d'études.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Équilibres & Populations renforce les capacités et favorise les échanges d'expérience entre partenaires au développement. Equipop conduit des activités d'appui-conseils, co-réalise des diagnostics partagés, anime des réunions de travail, supervise ou accompagne ses partenaires en situation sur le terrain, participe à la réalisation d'outils didactiques, conçoit et réalise des formations.

Partenariats

Roland Adja, nouveau partenaire d'Equipop en Côte d'Ivoire

Roland Adja est directeur exécutif de l'ONEF (Organisation Nationale pour l'Enfant, la Femme et la Famille), association membre d'Equipop en Côte d'Ivoire depuis 2016.



Comment avez-vous rencontré Equipop ?

Notre association a été approchée fin 2016 par Équilibres & Populations. La question de travailler avec Equipop ne s'est pas posée longtemps : nos missions sont similaires sur les questions de DSSR, et nous avons tout de suite apprécié la démarche. Nous avons été associé-e-s, avant même de signer un contrat de partenariat, nous avons travaillé main dans la main à la finalisation du projet, dans les moindres détails, du plan de travail au budget alloué aux activités. Nous avons été séduit-e-s par cette manière de fonctionner, et avons été honoré-e-s qu'Equipop nous offre, en plus du partenariat, une place de leader des activités avec deux autres associations en Côte d'Ivoire.

Quel type de partenariat avez-vous créé avec Equipop ?

C'est un partenariat qui repose sur la complicité, l'ouverture et la disponibilité des personnes qui travaillent sur le projet. Par ce partenariat, Equipop nous appuie pour renforcer différentes capacités. Et cela va au-delà du projet. Par exemple l'accompagnement autour de la gestion financière nous a permis de revoir notre manuel de procédures, nous a donné des outils et astuces de gestion, qui ont des répercussions positives sur l'ensemble de la structure. Le renforcement des capacités passe aussi par un appui en plaidoyer, via des missions et des webinars, ce sont des sessions très utiles. Et la cerise sur le gâteau, c'est l'accompagnement dans la mobilisation des ressources. Grâce à la rapidité de réponse d'Equipop, la pertinence de ses retours et les stratagèmes qu'elle a parta-

gés avec nous, nous sommes aujourd'hui dans la dernière phase de sélection pour 4 projets que nous avons soumis à la Banque Mondiale. Nous attendons la réponse pour envoyer un cadeau aux chargées d'accompagnement !

Selon vous, en quoi la relation partenariale avec Equipop est-elle différente des autres ?

Le partenariat nous offre un accompagnement au plus près de nos besoins, avec des interlocutrices disponibles à 100%. Même si elle n'a pas de bureaux en Côte d'Ivoire, nous avons l'impression qu'Equipop est juste à nos côtés ! Par ailleurs, ce projet nous apporte une certaine flexibilité financière, qui nous permet d'accéder à certaines opportunités, pour lesquelles nous n'aurions pas pu avancer les fonds seuls : ce partenariat nous permet de nous développer de façon sereine.

Comment voyez-vous évoluer ce partenariat dans le futur ?

Nous avons l'intention d'aller au-delà de ce projet ensemble. Nous souhaitons renforcer notre partenariat, et postuler ensemble sur différents appels à projets. Nous avons déjà identifié des fonds de l'Union Européenne qui pourraient constituer la suite de notre partenariat. Equipop a les ressources nécessaires pour chapoter de grands projets, et nous, sur le terrain, nous pouvons les mettre en œuvre grâce à cet appui. Aujourd'hui, je veux féliciter Equipop pour sa disponibilité, l'expertise de son personnel ainsi que pour son engagement. Notre projet commun finit à la fin de l'année, mais ce ne sera pas la fin du partenariat avec Equipop !

Réseaux

Équilibres & Populations a toujours pensé que le travail collectif était un puissant levier de changement. En 2016, l'ONG renforce ses engagements au sein de nombreux réseaux en France, en Europe et en Afrique subsaharienne francophone. Parmi eux :



Alliance Droits & Santé
Réseau d'ONG pour les femmes d'Afrique

Alliance Droits et Santé

www.alliancedroitsetsante.org

Alliance Droits et Santé est un réseau d'organisations de la société civile française et ouest-africaine qui a pour but d'améliorer le statut et la santé des femmes et des filles d'Afrique de l'Ouest.



Coordination Sud

www.coordinationsud.org

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale, dédiée à l'appui et à la représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.

COLLECTIF
SANTÉ
MONDIALE

Collectif Santé 2015

www.collectif-sante-mondiale.fr

Le Collectif Santé 2015 rassemble 9 ONG françaises de développement (Action contre la faim, Équilibres & Populations, Global Health Advocates France, Médecins du Monde, One, Oxfam France, le Planning Familial, Sidaction et Solthis) qui se sont réunies pour défendre l'aide en santé face aux baisses successives de l'aide française et au désengagement de la France du terrain de la solidarité internationale.

EFQM 

EFQM

www.efqm.org

EFQM (the European Foundation for quality management) est une organisation européenne qui s'est donné pour mission de doter les organisations d'un outil de référence commun pour les aider à tendre vers des pratiques visant l'excellence.



EndFGM

www.endfgm.eu

EndFGM est un réseau européen d'ONG qui promeut une action européenne pour mettre fin aux mutilations génitales féminines.



EuroNGOs

www.eurongos.org

EuroNGOs est un réseau européen d'ONG spécialistes des droits et de la santé sexuels et reproductifs.



Excision, parlons-en !

Excision, parlons-en ! est une association laïque et apolitique déclarée sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 qui a pour objet de contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde. Depuis 2015, Equipop fait partie du conseil d'administration d'Excision, parlons-en !.



F3E

<http://f3e.asso.fr>

Le F3E ou Fonds pour la promotion des études transversales, des études préalables et de l'évaluation est un réseau français d'ONG et de collectivités territoriales, dédié à l'amélioration de l'impact et de la qualité de l'action des acteurs de la solidarité internationale.



Genre en action

www.genreenaction.net

Genre en Action est un réseau international qui promeut la prise en compte des inégalités des femmes et des hommes dans les politiques et programmes de développement.



Girls Not Bride

www.girlsnotbrides.org

Girls Not Bride est un partenariat mondial de plus de 500 organisations de la société civile, déterminées à mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser leur potentiel.

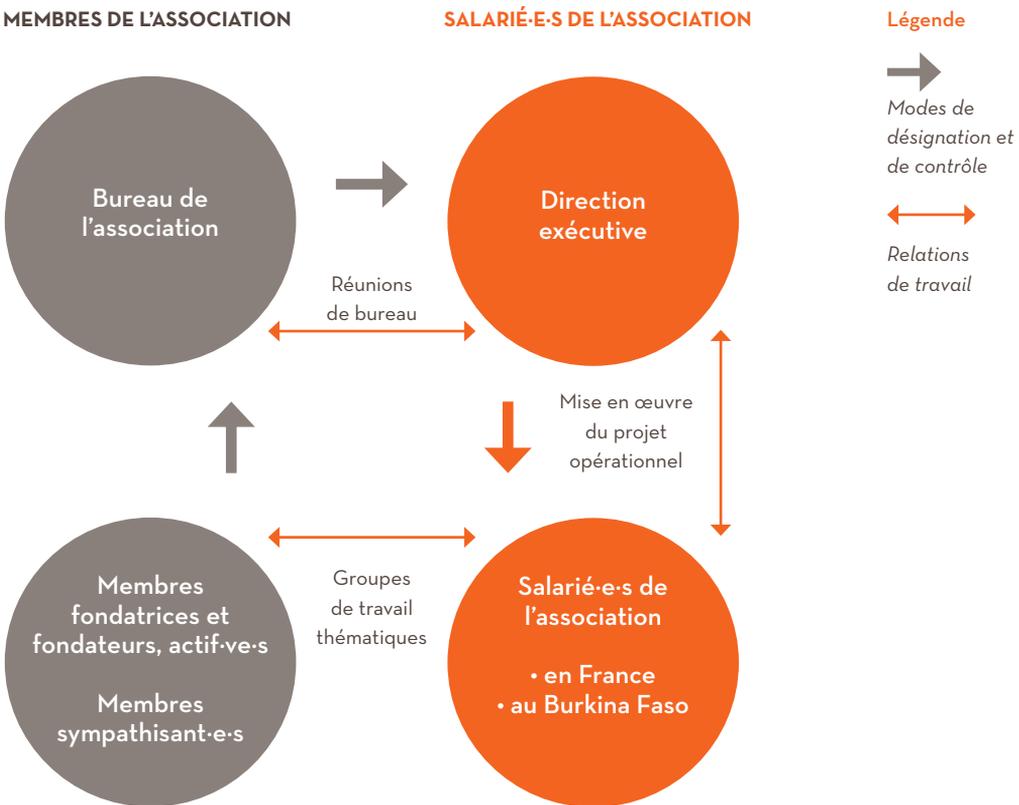


Reproductive Health Supplies Coalition / SECONAF

Sécurité Contraceptive en Afrique Francophone est un partenariat mondial d'acteurs publics, privés et d'organisations de la société civile assurant l'accès aux personnes vivant dans des pays à revenu faible ou intermédiaire à des moyens de contraception abordables et de qualité afin d'améliorer leur santé sexuelle et reproductive.

Engagement citoyen et implication professionnelle

Équilibres & Populations compte sur 57 membres en 2016 : médecins, journalistes, professionnel·le·s du développement et de la communication, qui se réunissent en assemblée générale au moins une fois par an. Une équipe de 22 salarié·e·s a mis en œuvre un projet associatif en 2016.



LE BUREAU

Dr. Alain Marié
Président

Dr. Claude Dumurgier
Membre

Mai Tran
Membre

Dr. Annick Schwebig
Trésorière

Dr. Pierre Foldes
Membre

Daphné Tesson
Membre

Pr. Jacques Milliez
Secrétaire général

Luc de Bernis
Membre

*Le bureau se réunit
en moyenne tous
les trois mois.*

L'ÉQUIPE SALARIÉE EN 2016

La direction

Aurélie Gal-Régniez
Directrice exécutive

L'équipe*

Marguerite Bannwarth
Chargée de mission

Sanije Hoxha
*Responsable administrative
et financière*

Nicolas Rainaud
Chargé de mission plaidoyer

Elisa Blin
Chargée de la capitalisation

Sibiri Koné
Agent de Liaison

Kristy Romain
Stagiaire communication

Estelle Breton
Stagiaire plaidoyer

Juliette Manaud
Assistante de programmes

Nicolas Schlegel
Comptable

Elsa Burzynski
Chargée de plaidoyer

Rémi Minoungou
Chargé de projets

Brigitte Syan
Chargée de plaidoyer

Erell Chardon Ouedraogo
*Assistante chargée de la
mobilisation des ressources
et du plaidoyer*

Om Kouloum Ouedraogo
Chargée de plaidoyer

Caroline Traoré
*Chargée de
l'accompagnement
organisationnel*

Aurélie Desrumaux
Chargée de projet

Nathalie Perrotin
Chargée de communication

Julie Van der Smissen
*Chargée d'accompagnement
administratif et financier
des partenaires*

Sokhna Fall Ba
Chargée de mission

Dominique Pobel
Responsable de programmes

Elise Fouillet
Assistante de programmes

Kadidia Rabo
Chargée de l'informatique

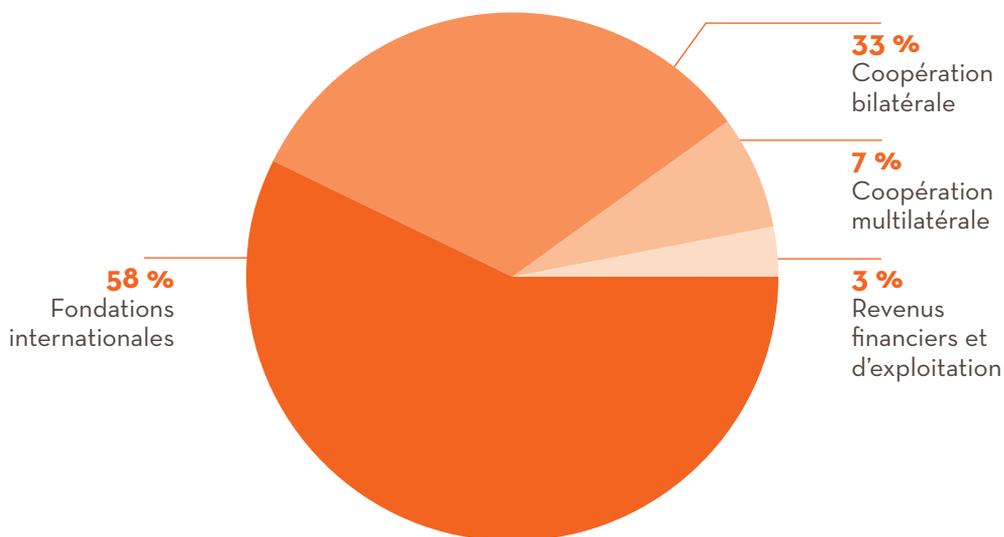
Claire Veyriras
*Chargée de mobilisation
des ressources*

POUR NOUS CONTACTER : INFO@EQUIPOP.ORG

* Par ordre alphabétique

Le budget d'Équilibres & Populations

En 2016, 89% de nos ressources ont été affectées à nos missions sociales. Équilibres & Populations a augmenté son enveloppe budgétaire de 50% par rapport à l'année précédente, en terminant l'année avec un excédent.



Ressources d'Équilibres & Populations en 2016

RESSOURCES

Les ressources 2016 d'Équilibres & Populations s'élèvent à 1 622 009 euros, soit une hausse de 50% par rapport à 2015 (1 081 581 euros). Cette hausse s'explique majoritairement par la consommation sur les 12 mois de 2016 de financements conséquents obtenus en cours d'année 2015, par l'obtention d'un financement additionnel pour élargir l'appui à la société civile de la Côte d'Ivoire ainsi que par la diversification des partenariats à travers lesquels Equipop a apporté son expertise technique sur des domaines comme le plaidoyer ou la santé sexuelle et de la reproduction.

Les ressources de l'association proviennent pour près de 58% de fonds privés issus de fondations internationales essentiellement américaines, dont les fondations Hewlett et Bill & Melinda Gates. Les financements de sources institutionnelles sont cette année de 39%, 33% provenant des institutions de la coopération bilatérale française (Agence Française de Développement) et 6% provenant des institutions de la coopération multilatérale (agences des Nations Unies).

Équilibres & Populations continue de renforcer et de développer les nouveaux partenariats techniques et financiers, et de favoriser les collaborations qui sont indispensables à la dynamique des projets.

DÉPENSES

89 % des ressources sont allouées aux missions sociales de l'ONG. Les frais de structure sont maîtrisés et stables. Les dépenses 2016 d'Equipop s'élèvent à 1 494 917 euros avec une hausse notable de 43% en comparaison à 2015 (1 045 845).

L'augmentation du niveau des dépenses est notamment liée à l'accélération de la mise en œuvre du projet Alliance Droits et Santé, initié en 2015 ainsi que son extension à la Côte d'Ivoire. Par rapport à l'année précédente, les dépenses engendrées pour ce projet ont augmenté de près de 45%, avec l'introduction de 5 nouvelles associations au sein de l'Alliance. Parallèlement, notre appui aux organisations de la société civile africaines a été maintenu à travers un travail important de mobilisation des ressources en faveur de ces dernières et en direction de nouveaux bailleurs. Nous avons également développé de nouveaux partenariats avec différentes associations et organisations de la société civile telles que Solthis, Marie Stopes International, Médecins du Monde Espagne ou encore l'association italienne, Aidos, tout en maintenant ceux initiés en 2015 (UNFPA, FutursGroup, Pathfinder).

Le budget consacré aux ressources humaines a augmenté de 25% par rapport à 2015, une hausse résultant du développement du volume des activités et des ressources humaines recrutées dans le cadre des projets. Le résultat de l'exercice présente un excédent de 127 091 euros. Cet excédent participe à l'augmentation des réserves de l'association. La constitution de fonds propres est un objectif à moyen terme destiné à faire face aux aléas des financements projets en conservant l'expertise interne, à professionnaliser les fonctions support de la structure et à développer la capacité d'intervention sur des activités novatrices.

Équilibres & Populations établit des comptes annuels qui sont audités par Mazars SPCC, commissaires aux comptes. Les comptes annuels 2016 ainsi que le rapport des commissaires aux comptes sont consultables dans leur intégralité sur equipop.org.

Luc de Bernis, membre du bureau d'Équilibres & Populations

Aujourd'hui à la retraite des Nations-Unies et après une longue carrière internationale, Luc de Bernis est membre du bureau d'Equipop depuis 2016.



C'est grâce à son père, professeur d'économie et conseiller ministériel au moment des indépendances africaines, que Luc de Bernis prend goût aux voyages et à la vie dans des pays en développement dès son enfance. Une évidence s'impose à lui, celle des études de médecine, pour travailler sur les problématiques de santé mondiale. Les questions de mortalité maternelle émergent, c'est le choix de l'obstétrique qui l'emporte. Diplômé, Luc s'envole pour le Tchad, où il travaillera pour la Coopération française et commencera à fonder sa famille. Au lendemain de la guerre civile, chef de la maternité de N'Djamena, il se confronte à la gravité de la situation. Les complications maternelles sévères sont quotidiennes. Il comprend alors que la baisse de la mortalité maternelle n'aurait pas lieu sans comprendre ce qui se passe en amont de la maternité pour agir. De retour en France, il étudie la Santé publique et collabore au Centre international de l'Enfance. Il retourne ensuite en Afrique de l'Ouest, au Sénégal, en tant que conseiller technique, basé dans un hôpital de la banlieue de Dakar qui connaît une très forte prévalence de décès maternels. Ses expériences africaines achèvent de le convaincre que sans données, aucune analyse de la situation n'est possible, et aucunes solutions crédibles et adaptées ne peuvent être trouvées. C'est d'ailleurs en revenant du Tchad que Luc publie les premiers chiffres sur la mortalité maternelle en milieu hospitalier, présentés en 1988 au congrès international sur la santé maternelle à Paris.

Luc de Bernis est ensuite recruté au début des années 2000 par l'Organisation mondiale de la Santé à Genève puis par Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), où il travaille successivement à Addis Abeba comme conseiller en santé maternelle pour

l'Afrique, puis conseiller principal à New York puis Genève. De la coordination de l'initiative *Pour une grossesse à moindre risque* (Making Pregnancy Safer) à l'OMS au Rapport mondial sur les ressources humaines en santé maternelle, Luc continue son travail sur les données et contribue à la publication de standards, guides et recommandations ayant trait à la santé maternelle. Convaincu du rôle primordial du personnel de santé intermédiaire, tel que les sage-femmes, il est persuadé que les standards de soins ne sont pas suffisants : il faut que la qualité d'accueil et le libre choix des patientes soit respecté, ce qui impose des approches multidisciplinaires, alliant les sciences sociales aux statistiques et à l'épidémiologie.

Aujourd'hui Luc de Bernis collabore toujours avec l'ONU sur les questions de santé maternelle et de ressources humaines en santé, ainsi qu'avec la Confédération Internationale des Sages Femmes (qui l'a nommé *Sage-femme honoraire* !). Pour lui, la santé maternelle est au cœur de la santé des femmes, et donc de la santé publique, mais c'est surtout une question de droit : les violences basées sur le genre, les mariages précoces ou l'absence d'accès à des services de PF ont un impact sur la santé des femmes, et sur leurs droits fondamentaux.

C'est fort de cette conviction, et après une riche collaboration sur le terrain, qu'il s'engage dans le bureau d'Équilibres & Populations. Il participe aujourd'hui à la réflexion stratégique et favorise les liens entre Equipop et différents acteurs, en France et en Afrique de l'Ouest. Luc de Bernis déplore le manque de leadership français en matière de DSSR, et compte bien se battre aux côtés d'Equipop pour que la France ait une place forte sur la scène internationale.

Remerciements

Pour mettre en œuvre sa mission, Équilibres & Populations s'appuie sur de nombreuses personnes et organisations qui partagent ses convictions et soutiennent ses interventions. Membres et bénévoles qui nourrissent la vie associative, partenaires financiers et donateurs sans l'appui desquels les projets ne pourraient se mettre en œuvre, ONG homologues avec qui nous avons tissé des

partenariats solides et durables, experts et fonctionnaires avec qui nous co-construisons politiques et programmes, journalistes ou internautes qui relaient nos informations et messages... nous vous remercions ici toutes et tous chaleureusement pour la confiance accordée. Ce rapport a pour objet de vous rendre compte de l'impact du travail effectué.

Nous remercions en particulier :



Suivez l'actualité d'Équilibres & Populations au quotidien



Sur notre site internet

equipop.org

Pour s'informer et agir.



Sur twitter

[@Equipop_Ong](https://twitter.com/Equipop_Ong)

Pour suivre notre actualité
et celle de notre secteur
en temps réel.



Via notre newsletter

Pour recevoir régulièrement
un résumé des moments
forts qui ont marqué
notre actualité.



Sur facebook

[facebook.com/Équilibres.
Populations](https://facebook.com/Équilibres.Populations)

Pour découvrir des contenus
exclusifs et partager avec
notre communauté.



Sur instagram

[@Equipop_Ong](https://www.instagram.com/Equipop_Ong)

Pour découvrir les coulisses
d'Equipop en images.



Sur Youtube

[Équilibres & Populations](https://www.youtube.com/Équilibres&Populations)

Pour suivre l'actualité
d'Equipop et du secteur
en vidéo.

Crédits

Le rapport d'activité
est également disponible
sur le site internet :
www.equipop.org

Conception et réalisation

Direction de la publication :

Aurélie Gal-Régniez

Rédaction en chef :

Marguerite Bannwarth

Rédaction : Aurélie Hamelin-
Desrumaux, Aurélie Gal-Régniez,
Annaëlle Gateau, Sanije Hoxha,
Nathalie Perrotin, Dominique
Pobel, Nicolas Rainaud,

Secrétariat de rédaction :

Garance Dauchy, Elise Fouillet,
Nathalie Perrotin et Nicolas
Rainaud

Création : Jean-Luc Gehres

www.welcomedesign.fr

Photographies :

Olivier Maurel

Christophe Abramovitz

Ananias Leki

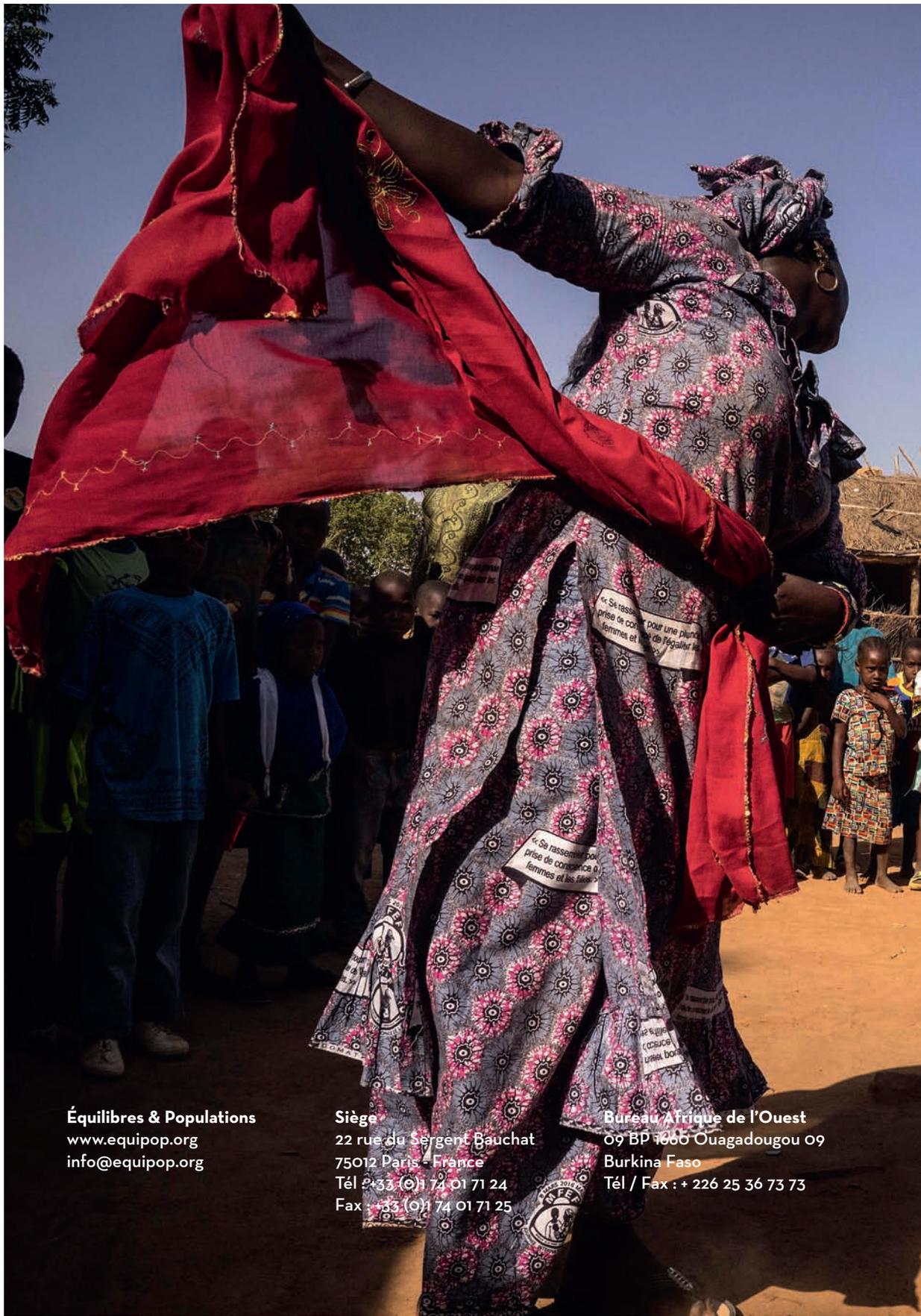
Equipop

Riccardo Venturi

Impression :

Simon Graphic, Ormans

Ce document est imprimé
sur du papier certifié.



Équilibres & Populations

www.equipop.org
info@equipop.org

Siège

22 rue du Sergent Bauchat
75012 Paris - France
Tél : +33 (0)1 74 01 71 24
Fax : +33 (0)1 74 01 71 25

Bureau Afrique de l'Ouest

09 BP 1665 Ouagadougou 09
Burkina Faso
Tél / Fax : + 226 25 36 73 73